

Il faut repenser la "politique de la ville"

LE NOUVEL ECONOMISTE 13/10/2011

XAVIER RAUFER,
criminologue

Il faut le faire maintenant, parce que la "culture de l'excuse", idéologie qui présida son élaboration, agonise tout comme l'extrémisme révolutionnaire dont elle n'est que le pseudopode

A lors que s'ouvre une période électorale propice aux grands échanges politiques nationaux, il est temps de remettre à plat, repenser et recréer la ruineuse, la catastrophique, l'inepte "politique de la ville".

Il faut le faire maintenant, parce que la "culture de l'excuse", idéologie qui présida à son élaboration, agonise tout comme l'extrémisme révolutionnaire dont elle n'est que le pseudopode. Une extrême gauche gâteuse, vouée à radoter, sans y rien changer, ce qu'elle racontait déjà au siècle passé - tel ce juge parlant, en juin 2011, du "discours populiste... qui suscite l'insécurité autant qu'il veut l'éloigner. Il réveille l'angoisse tout en voulant l'apaiser. Comme il y a une composante imaginaire forte dans l'insécurité, il n'y parvient jamais. La répression et la peur s'autotaliment sans cesse". Précisément les propos, au mot près, de l'ouvrage fondateur de la culture de l'excuse (*Imaginaires de l'insécurité*, Méridiens, 1983) : vingt-huit ans d'autisme, sans rien oublier ni apprendre.

Il faut repenser la "politique de la ville" car des socialistes y sont prêts, telle Ségolène Royal affirmant au *Monde* (7/06/2011) "moi présidente de la République, je n'accepterai aucune zone de non-droit", or bien sûr, ces zones résultent de l'échec de cette "politique". Ou tel ce député socialiste du Lot (présidant la commission des finances de l'Assemblée nationale) qui, en avril 2011, colle deux gifles à une racaille qui le narguait dans sa ville - et assume !

Il faut repenser la "politique de la ville" car même *Libération* s'en gausse en décrivant cruellement (14/02/2011) ses actions comme un "millefeuille de mesures qui viennent se superposer les unes aux autres" et qui "mettent beaucoup de temps à produire leurs effets, lorsqu'elles en produisent".

Il faut repenser la "politique de la ville", car les Français l'exigent sur tous les tons, notamment en matière de récidive - et bien sûr, les pépinières à récidivistes se trouvent là où la "politique de la ville" a échoué : 70 % des Français jugent ainsi la justice trop indulgente avec les récidivistes - dont 66 % de sondés de gauche et 76 % de moins de 30 ans !

Il faut repenser la politique de la ville car en France, les violences aux personnes augmentent toujours (+3 % de mai 2010 à juin 2011), violences de masse (472 000 cas en un an), plus ces vols avec violence eux aussi en croissance, commis sur des territoires où la "politique de la ville" aurait dû faire régner la concorde alors que le contraire s'y est produit.

Il faut repenser la "politique de la ville" car ses pratiques, naguère naïves ou futiles, ont désormais souvent l'effet pervers d'aider les malfaiteurs juvéniles. On se souvient sans doute de Bilal, 20 ans, qu'un matin d'avril dernier (à Villepinte, 93), un gang agenouille devant sa famille au milieu du salon puis abat de deux balles en pleine tête. Or Bilal (*Le Parisien*, 11/04/2011), rentrait "d'un séjour au ski organisé par une association de quartier" - pratique typique de la "politique de la ville".

Il faut repenser la "politique de la ville", puisqu'à la fois, elle est ruineuse et inutile en matière criminelle. Sur l'un

kings y sont contrôlées par des criminels ; la police doit y "battre en retraite" devant des meutes criminelles déchaînées.

Prochaine étape, dit Stéphane Gatignon, maire de Sevran (93) qui n'est pas exactement un hystérique sécuritaire, tomberont sous la coupe des criminels "des entreprises qui répondent aux marchés publics, y compris dans le BTP, des sociétés de nettoyage ou de sécurité privée. A ce moment-là, ils pourront être tentés par l'influence politique locale en considérant que pour obtenir des marchés publics, il faut avoir des élus dans son jeu..." (*Le Monde*,

**Les pépinières à récidivistes se trouvent là où la "politique de la ville" a échoué :
70 % des Français jugent ainsi la justice trop indulgente avec les récidivistes
- dont 66 % de sondés de gauche et 76 % de moins de 30 ans !**

de ses champs d'expérience favoris, la Seine-Saint-Denis, on compte ainsi (de mars 2010 à mars 2011) 369 vols à main armée, soit un par jour week-end compris, alors que cette politique a pour seul objet de resocialiser les habitants des "quartiers sensibles" en améliorant leur habitat, leur accès à l'emploi et aux prestations sociales. Il faut repenser la politique de la ville car sur ses territoires, l'économie souterraine règne désormais si bien que, quand la police - en Seine-Saint-Denis, vous aviez deviné - réussit plusieurs opérations anti-drogue, les impayés des loyers des cités en cause explosent de + 40 % (*Le Figaro*, 19/07/2011), preuve que les occupants desdits logements ne vivent que de la drogue.

Il faut repenser la "politique de la ville", car "la rénovation urbaine change le visage des quartiers... mais les destructions de barres ou de tours déplacent le problème, voire en créent de nouveaux alentour", ce que l'administration qualifie aimablement de "transferts de difficultés". Soyons clairs : la "politique de la ville" répand massivement l'épidémie même qu'elle doit par vocation résorber. Une "politique" par ailleurs pharaonique - "300 villes concernées par ces immenses chantiers, dit *Le Monde* (31/07/2011)... 138 000 logements démolis, 132 000 reconstruits" -, menée par dizaines de milliards d'euros - d'ailleurs dans une sidérante opacité.

Il faut repenser la "politique de la ville", car désormais, la criminalité s'accroît encore là même où elle aurait dû la calmer : les kidnappings criminels s'y multiplient ; on y attaque des commissariats ; des structures type par-

12/04/2011).

Il faut repenser la "politique de la ville", car elle était censée résorber (du moins en partie) le chômage juvénile et qu'aujourd'hui, dans la cité de l'Arlequin (à la Villeneuve, à Grenoble), où "les enquêteurs se heurtent à une sorte d'omerta... 70 % des jeunes actifs de moins de 25 ans sont chômeurs" (*Le Monde*, 16/07/2011).

Il faut repenser la "politique de la ville", car la prolonger provoquera fatalement un enracinement criminel, puis de ces "effondrements urbanistiques" déjà décrits aux Etats-Unis ("Camden, cité en faillite et livrée au crime", *Le Figaro*, 1/02/2011).

Il faut abolir et repenser la "politique de la ville".

